



acat.be

APPEL URGENT  
Juillet 2021

## VIETNAM

-Écrire avant le 13 août -

République démocratique  
socialiste (RDVN), parti  
unique

 330 967 km<sup>2</sup>

 95.546.000 millions

 Hanoi

Chef de l'État : Nguyễn Phú  
Trọng

Torture : Oui

Peine capitale pour 22  
infractions !

Le Vietnam a ratifié la  
Convention contre la  
torture de l'ONU en  
février 2015.

Nous vous invitons à  
dresser une copie du modèle de  
lettre ci-joint aux autorités dont  
l'adresse se trouve sur la lettre.

Affranchir à 2,46€ pour  
l'international.

Action des Chrétiens pour  
l'Abolition de la Torture  
Rue Brogniez 44, 1070  
Bruxelles  
acatbelgique@gmail.com/



In Memoriam, Ông Lê Đình  
Kinh. (Hinh: Cắt từ Clip)  
@The88Project

« Ayez recours à l'Éternel et à son appui.  
Cherchez continuellement sa face. » Ps105.4 »

## Acharnement contre Madame Nguyen Thúy Hahn

LE 7 AVRIL 2021, DES POLICIERS DE HANOÏ ONT ARRÊTÉ NGUYEN THÚY HAHN. DEPUIS 2016, LA DÉFENSEUSE, VICTIME D'UN ACHARNEMENT JUDICIAIRE FORCENÉ, A ÉTÉ PLUSIEURS FOIS INTERPELLÉE ARBITRAIREMENT. ELLE EST ACTUELLEMENT DÉTENUE DANS LA PRISON 2 DU DISTRICT DE THUONG TIN.

La défenseuse **Nguyen Thúy Hahn** milite sans relâche pour les droits des prisonniers d'opinion au Vietnam, ainsi que pour les victimes de l'accaparement des terres. Elle rend fréquemment visite aux familles de prisonniers qu'elle accompagne dans les centres de détention. Jusqu'à récemment, elle aidait à collecter des fonds pour leur soutien par le biais du « **Fonds 50K** » qu'elle a établi en 2018, à la demande du militant des droits fonciers **Trinh Ba Phuong**. Sous la pression croissante des autorités, elle a cependant été contrainte de fermer le fonds il y a quelques mois. Les autorités ont décidé d'arrêter Hahn après avoir arrêté **Trinh Ba Phuong**, son frère **Trinh Ba Tu** et leur mère **Can Thi Theu**. Présente sur les réseaux sociaux, Hahn gère un compte Facebook très suivi.

Voilà plusieurs années que Nguyễn Thúy Hạnh est victime d'acharnement judiciaire et de persécutions en raison de son travail.

Ainsi en janvier 2019, elle avait été harcelée pour avoir rendu hommage aux soldats tombés lors de la bataille de Hoang Sa en 1974. En juillet 2019, des voyous l'ont tabassée lors d'une visite à la prison n° 6. En janvier 2020, placée sous haute surveillance suite au raid de Dong Tam, elle est ensuite détenue pour les dons caritatifs destinés aux victimes de brutalités policières. Depuis décembre 2020, enfin, les forces de sécurité publique ne lui laissent aucun répit.

Suite à ses tentatives de collecte de fonds pour la famille du chef de communauté **Leh Dinh Kinh**, tué lors d'une descente de police dans le village de Dong Tam en janvier 2020, les comptes bancaires de Nguyễn Thúy Hạnh ont été gelés, sur instruction de la police. En mars 2018, après sa participation à une manifestation pacifique contre la loi sur la cyber sécurité et la loi sur les zones économiques spéciales, la défenseuse des droits humains a été

arrêtée et sauvagement battue- notamment au visage- lors de son interrogatoire.

Le 7 avril 2021, une trentaine de policiers a encerclé son appartement et arrêté **Nguyen Thúy Hahn** chez elle à Hanoi. Conduite à l'agence d'enquête de sécurité de la police de Hanoi, puis transférée à la prison 2 du district de Thuong Tin, la défenseuse a été arrêtée pour infraction à l'article 117 du Code pénal, en raison de « fabrication, stockage ou diffusion d'informations, de documents ou d'articles dans le but de s'opposer à l'État de la République socialiste du Vietnam ». Elle risque jusqu'à 20 ans de prison. A sa requête d'assistance judiciaire, les autorités ont fait la sourde oreille : la défenseuse n'a pu rencontrer ni avocat ni membre de sa famille

L'arrestation de l'activiste suit la condamnation de quatre défenseurs des droits humains, **Nguyen Tuong Thuy**, **Le Huu Minh Tuan**, **Pham Chi Dung** et la défenseuse **Dinh Thị Thu Thủy**, en vertu des mêmes accusations fondées sur l'article 117 du Code pénal. Le 14 janvier 2020, des experts de l'ONU ont condamné la vague d'arrestations au Vietnam et l'utilisation abusive de l'article 117 pour faire taire les voix dissidentes, et restreindre toujours plus le droit à la liberté d'expression dans le pays.

\* \* \*

Les poursuites à l'encontre de **Nguyen Thúy Hahn** sont inquiétantes. Elles traduisent le rétrécissement de l'espace ouvert à la liberté d'expression. Elles révèlent l'acharnement judiciaire continu à l'encontre des défenseur-es des droits humains (DDH). Nguyễn Thúy Hạnh, à l'instar d'autres récemment arrêtés, est ciblée uniquement à cause de son travail pacifique en faveur des droits humains au Vietnam. Les autorités considèrent les DDH comme des « ennemis de l'État ». Dès lors, ces derniers sont victimes d'intimidations, menaces, interrogatoires, arrestations et fréquents passages à tabac, suivis de détentions arbitraires et de criminalisation. Les raisons de leur arrestation ou le rejet de leurs demandes de libération ne leur sont en général pas communiqués. A l'issue de procès iniques, ils sont souvent condamnés à de lourdes peines puis maltraités en prison, n'ayant accès ni à des avocats ni à leur famille ni aux soins médicaux de base. Ils sont aussi intentionnellement transférés dans des lieux isolés ou très loin de leur famille. Quant à leurs avocats, ils sont souvent victimes d'abus en tous genres et radiés du barreau.

(Front Line Defenders ; The88Project)